



**DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION UNIQUE AU TITRE DES
ARTICLES L.214-1 A L.214-6 ET DECLARATION D'INTERET GENERAL (DIG)
AU TITRE DU L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

**Plans pluriannuels de restauration et d'entretien de l'Eure et de la
Roguenette sur le territoire de Chartres métropole**



SOMMAIRE

A/ DIG

- 1/ Dépositaire du dossier
- 2/ Territoire concerné
- 3/ Les compétences de Chartres métropole
- 4/ Objectifs de Chartres métropole en matière d'environnement
- 5/ Objet du présent dossier
- 6/ Communes concernées
- 7/ Linéaires de rivière concernée, masses d'eau, notion de bassin versant
- 8/ Description générale des actions envisagées
- 9/ rappel des procédures applicables
- 10/ Rappel des règles d'entretien sur cours d'eau non domaniaux
- 11/ Justificatif de l'intérêt général
- 12/ Contrat d'animation avec l'agence de l'eau
- 13/ Critères retenus pour la prise en charge des dépenses

B/ Dossier loi sur l'eau

- 1/ Résumé non technique
- 2/ définition des actions et concordance des autorisations nécessaires
- 3/ dossier global pour simplification des actions
- 4/ Sites inscrits ou protégés au titre de l'environnement
- 5/ Bâtiments inscrits ou classés
- 6/ Autorisation de l'autorité environnementale
- 7/ dossier d'incidence

C/ Documents communs à la DIG et au dossier loi sur l'eau

Diagnostic des 3 PPRE

Plan d'actions des 3 PPRE

Liste de l'ensemble des propriétaires riverains, berges publiques et privées, par commune

Chiffrage des travaux envisagés

Planification envisagée

Plan de suivi des actions

Annexe 1 : contrat d'animation entre Chartres métropole et l'agence de l'eau Seine Normandie

Annexe 2 : modèle de convention entre Chartres métropole et un propriétaire

Annexe 3 : modèle de décision pour les travaux sur terrain privé

Annexe 4 : délibération du bureau communautaire sur la demande de DIG et autorisation

A – DÉCLARATION D'INTÉRÊT GENERAL (DIG)

1/ DÉPOSITAIRE DU DOSSIER

Chartres métropole est une communauté d'agglomération composée de 66 communes au 1^{er} janvier 2018.

Adresse : Chartres métropole – Hôtel de Ville – Place des Halles – 28000 Chartres

Téléphone : 02 37 91 35 20

Direction en charge du dossier : Direction rivière et plan vert

Mail : philippe.sauger@agglo-ville.chartres.fr

N° SIRET : 200 033 181 00013

2/ TERRITOIRE CONCERNÉ

Le territoire de Chartres métropole est composé de 66 communes représentant 138 614 habitants pour une superficie de 863 km² (86 300 hectares).

Les origines de l'intercommunalité :

7 mai 1948 : création du SIAAC, syndicat intercommunal d'assainissement de 4 Communes (Chartres, Lucé, Mainvilliers et Lèves).

8 mai 1955 : rattachement de la Commune de Luisant.

28 mai 1962 : rattachement de la Commune du Coudray

24 juillet 1967 : le SIAAC devient SIAC, syndicat intercommunal de l'agglomération Chartraine avec comme compétences l'assainissement, l'eau et les ordures ménagères (6 communes membres).

13 décembre 1967 : rattachement de la Commune de Champhol

1^{er} janvier 1993 : transformation du syndicat en district de Chartres avec compétences supplémentaires le transport urbain, l'action économique, sociale, culturelle et sportive.

1^{er} janvier 2000 : transformation du district en communauté d'agglomération.

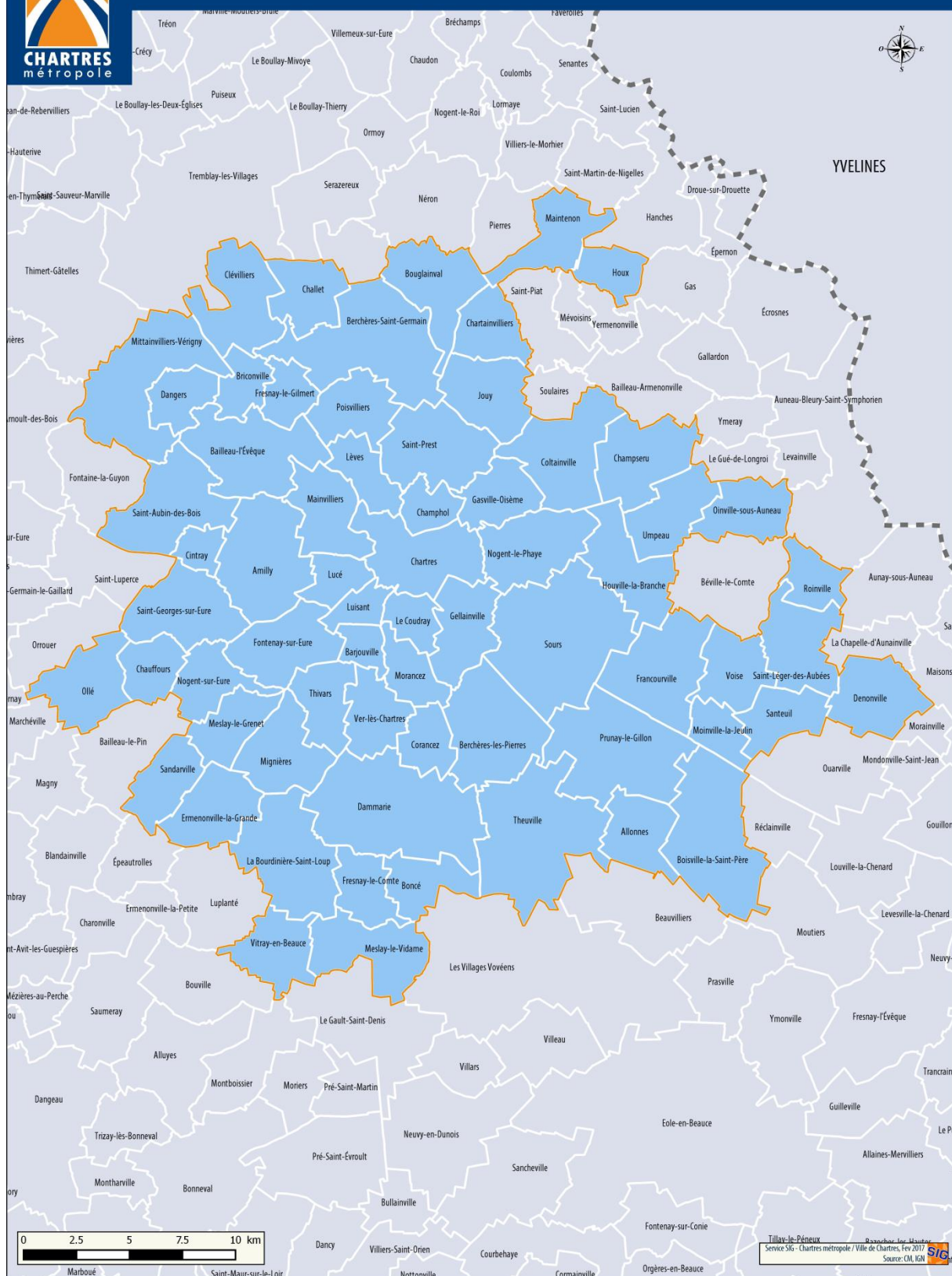
1^{er} janvier 2011 : passage de 7 Communes à 32 Communes avec le regroupement des Communautés de Communes de l'orée de Chartres (16 Communes) et du Val de l'Eure (9 Communes).

1^{er} janvier 2012 : 40 Communes (Intégration de 8 communes).

1^{er} mars 2012 : 42 Communes (Intégration de 2 communes).

1^{er} janvier 2013 : 47 Communes, intégration de la Communauté de Communes du Bois Gueslain (5 communes), 2 Communes ayant fusionnées depuis, passage à 46 Communes en 2016.

1^{er} janvier 2018 : 66 Communes, intégration de 20 nouvelles communes.



Et pour la rivière :

1^{er} janvier 2000 : Prise de compétence entretien de l'Eure et de ses affluents à l'échelle des 7 Communes urbaines (Chartres, Luisant, Lucé, Mainvilliers, Champhol, Lèves, Le Coudray).

1^{er} janvier 2011 : Dissolution du Syndicat de rivière de la Roguenette (SYTER), gestion reprise par Chartres métropole.

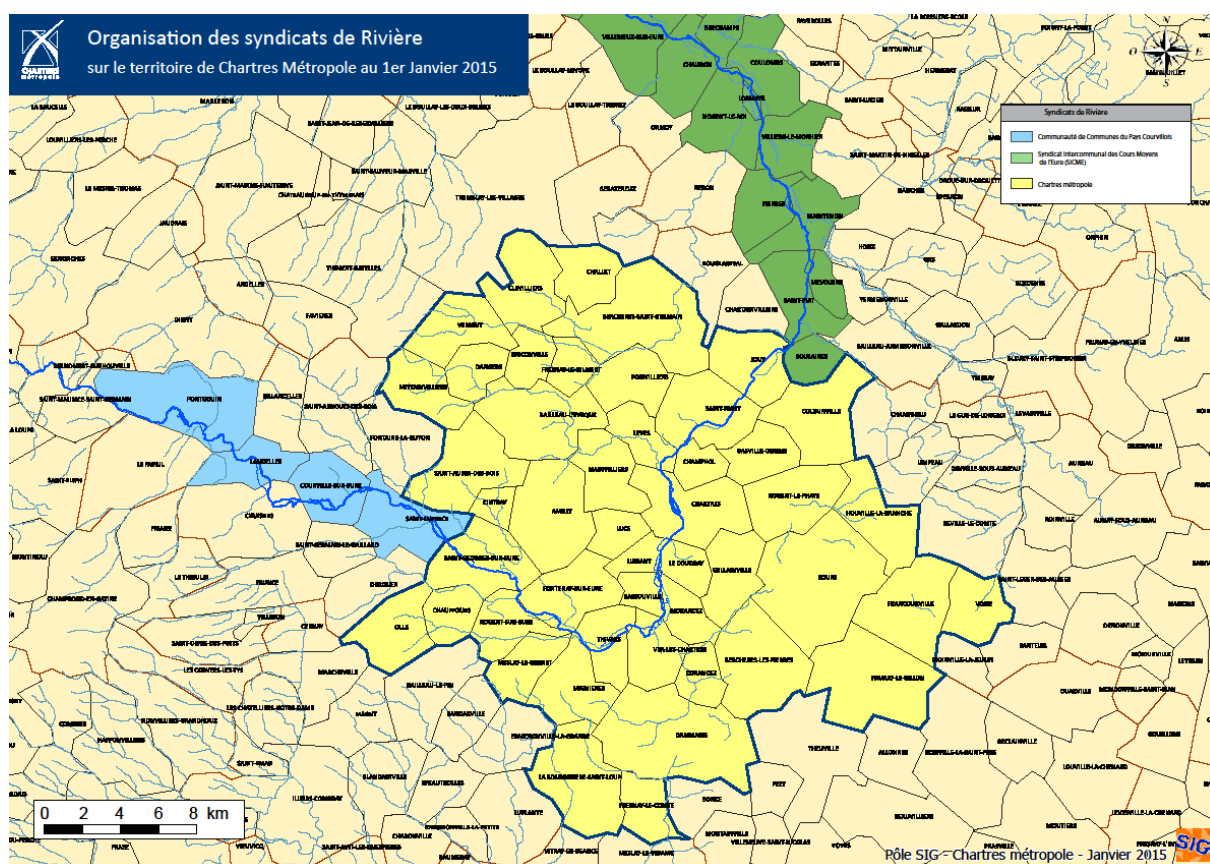
1^{er} janvier 2014 : Dissolution du syndicat de rivière de l'Eure amont (SIAVE) gestion reprise par Chartres métropole pour les Communes membres.

1^{er} Janvier 2015 : reprise de la gestion de l'Eure sur les Communes de Saint Prest et Jouy.

Aujourd'hui Chartres métropole assure la compétence entretien de l'Eure et de ses affluents sur l'ensemble de son territoire.

Cela représente 77 kilomètres pour l'Eure et ses différents bras et 35 kilomètres pour la Roguenette.

Chartres métropole a pris la compétence GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) au 1^{er} janvier 2018.



3/ LES COMPETENCES DE CHARTRES METROPOLE

Les compétences obligatoires

Développement économique

- création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire d'intérêt communautaire;
- actions de développement économique d'intérêt communautaire.

Aménagement de l'espace communautaire

- schéma de cohérence territoriale (SCOT);
- création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire;
- organisation des transports urbains.

Equilibre social de l'habitat

- programme local de l'habitat;
- politique du logement, notamment du logement social, d'intérêt communautaire, et actions, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées;
- amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

Politique de la ville

- dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire;
- dispositifs locaux d'intérêt communautaire de prévention de la délinquance.

Lutte contre l'incendie et secours

Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)

Les compétences optionnelles

Assainissement

Eau

Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie

Collecte, élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés

Lutte contre la pollution de l'air

Lutte contre les nuisances sonores

Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire

Actions sociales d'intérêt communautaire

Les compétences supplémentaires

Elaboration et mise en œuvre du plan vert

Gestion et entretien des vallées

Constitution de réserves foncières

Entretien des chemins ruraux constituant un maillage cohérent du territoire communautaire

Participation aux dépenses de gestion induites par la présence de l'hôpital sur la commune du Coudray

Aménagement et gestion des aires de stationnement des gens du voyage

Etudes concernant la mise en œuvre des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur le territoire de l'agglomération

Transport et accueil des élèves des écoles maternelles et primaires au complexe aquatique avec patinoire pour l'enseignement de la natation.

4/ OBJECTIFS DE CHARTRES MÉTROPOLE EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT

Dès 2006 Chartres métropole a intégré la notion de territoire ou de bassin de vie en instaurant un schéma de cohérence territorial (SCOT) au niveau de 39 communes alors que la communauté d'agglomération ne comptait encore que 7 communes.

Dans cette démarche globale, la prise en compte des problématiques environnementales a été intégrée dans la réflexion et inscrite dans le SCOT. Chartres métropole a ensuite poursuivi dans cette démarche en validant son agenda 21 en 2012 et son schéma directeur du plan vert à l'échelle des 46

communes en 2014. Une procédure de mise à jour du SCOT est en cours en intégrant le nouveau périmètre à 66 communes et sous la forme d'un SCOT Grenelle.

Différentes démarches sont entreprises dans le domaine des déchets, des transports, de l'eau et de l'assainissement, de l'habitat, des bâtiments publics mais également dans le domaine de la biodiversité.

Le schéma directeur du plan vert adopté par Chartres métropole a défini les trames vertes et bleues de l'agglomération avec la volonté de préservation des espaces naturels et la recherche de continuité écologique, compris les milieux aquatiques. Ce schéma directeur est en cohérence avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE). Pour la rivière, Chartres métropole met en place des plans pluriannuels de restauration et d'entretien (PPRE) avec la volonté d'améliorer la qualité de l'eau et les milieux associés. Ces plans permettent de réaliser des diagnostics précis de l'état de la rivière, des berges, de la ripisylve, des différents ouvrages, avec une précieuse prise de connaissance. Sur cette base sont ensuite élaborés des plans d'actions de restauration et d'entretien intégrant la notion de restauration de la continuité écologique.

Outre la préservation des espaces naturels, Chartres métropole souhaite également les ouvrir au public via l'aménagement de coulées vertes notamment sur l'axe principal de la vallée de l'Eure. Les aménagements du plan vert viennent en cohérence avec la réflexion menée pour la rivière.

Chartres métropole agit à l'échelle d'un territoire avec une vision globale des actions. Pour la rivière, la réflexion est également menée avec une vision large prenant en compte la notion de bassin versant.

Les compétences sur l'eau, l'assainissement, l'entretien des vallées et des bassins de rétentions, l'entretien de la rivière, le plan vert, assurées par Chartres métropole, permettent d'avoir cette vision globale et cette cohérence dans les actions mises en œuvre. De même le fait qu'une seule structure assure l'ensemble de ces compétences facilite la mise en œuvre des programmes d'opération.



Préservation de la vallée de l'Eure



Coulée verte à Barjouville au bord de l'Eure

5/ OBJET DU PRÉSENT DOSSIER

Le syndicat de rivière de l'Eure amont (SIAVE) avait lancé sa démarche de PPRE quand ils ont intégré Chartres métropole au 1^{er} janvier 2014. La démarche a été poursuivie avec une validation du plan d'actions fin 2014. Chartres métropole ayant pris la compétence sur la totalité de son territoire, ce schéma d'actions s'applique aux communes où circule l'Eure et ses affluents entre Saint Georges sur Eure et Barjouville/Morancez.

En 2016 et 2017 des opérations d'entretien et de restauration légère ont été réalisées sur ce premier secteur, en utilisant la DIG réalisée par le SIAVE en 2006, DIG valable jusqu'à fin 2017. Le plan d'action de 2014 est mis à jour dans ce présent dossier.

De son côté le syndicat de la Roguenette (SYTER) avait un plan pluriannuel établi en 2003 mais non actualisé depuis.

De même Chartres métropole avait un plan pluriannuel pour les 5 Communes urbaines concernées par la rivière, plan réalisé en 2007.

Chartres métropole a donc décidé en 2015 de relancer une démarche de PPRE pour l'Eure (de Luisant à Jouy) et pour la Roguenette afin que l'ensemble de son territoire soit couvert.

Dans le cadre de l'établissement de ces 3 PPRE de la rivière, les plans d'actions concernent en majeure partie des propriétés privées, l'Eure et la Roguenette étant des cours d'eau non domaniaux.

L'objet du présent dossier est donc de déposer un dossier unique de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) pour l'ensemble du périmètre couvert par les 3 PPRE (Eure amont, Eure aval et Roguenette) et d'autorisation au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques pour les actions d'entretien, de restauration légère et de certaines actions de restauration lourde définies dans le présent dossier.

Dans sa poursuite de vision globale de son territoire et dans un souci d'efficacité, Chartres métropole souhaite globaliser sa démarche d'actions sur la rivière et ainsi simplifier les procédures d'instruction des dossiers.



Phase diagnostic – relevés de terrain





Réalisation d'abreuvoir à Morancez



Création de clôture à Saint Georges

6/ COMMUNES CONCERNÉES

Les Communes concernées par ce présent dossier sont les suivantes :

Pour l'Eure sur le secteur du PPRE amont et ses bras annexes de l'amont à l'aval :

Saint Georges sur Eure, Nogent sur Eure, Fontenay sur Eure, Mignièrès, Thivars, Ver lès Chartres, Morancez, Barjouville.

Pour l'Eure sur le secteur du PPRE aval et ses bras annexes de l'amont à l'aval :

Luisant, Le Coudray, Chartres, Lèves, Champhol, Saint Prest, Jouy.

Pour la Roguenette et ses affluents de l'amont à l'aval :

Houville la Branche, Sours, Nogent le Phaye, Gasville Oisème, Saint Prest.

7/ LINEAIRE DE RIVIERE CONCERNÉE, MASSE D'EAU, NOTION DE BASSIN VERSANT

Nous sommes concernés par les 3 masses d'eau suivantes :

- L'Eure de sa source au confluent du ruisseau d'Houdouenne : FRHR242
- L'Eure du confluent du ruisseau d'Houdouenne au confluent de la Voise : FRHR243
- La Roguenette : FRHR243-H4053000

Linéaire de rivière concerné :

L'Eure et ses différents bras de Saint Georges à Barjouville (PPRE amont) : 43 197 mètres

L'Eure et ses différents bras de Luisant à Jouy (PPRE aval) : 33 962 mètres

La Roguenette et ses affluents de Houville la Branche à Saint-Prest (PPRE aval) : 35 590 mètres

Soit un total de 112 749 mètres, environ 113 kms.

Intégrer les surfaces et cartes de bassins versant

➔ Carte service SIG

8/ DESCRIPTION GÉNÉRALE DES ACTIONS ENVISAGÉES

Les plans d'actions des trois programmes pluriannuels de restauration et d'entretien prévoient différents travaux sur la rivière et sur les berges. Les prestations préconisées en entretien et en restauration sont les suivantes :

- Enlèvement d'embâcles dans le lit mineur
- Ramassage de débris divers dans le lit mineur et sur les berges
- Entretien de la végétation rivulaire
- Abattage de peupliers, conifères, arbres malades ou vieillissants
- Plantation d'arbres ou arbustes
- Dépose de maintien de berge non adapté (tôles, plaques béton, poteaux électriques...)
- Réfection de maintien de berge existant (pieux ou lisses bois, fascines...)
- Restauration de berge par technique végétale
- Reprofilage de berge
- Dépose de clôture abîmée ou non adaptée
- Création d'abreuvoirs pour animaux
- Création de clôture
- Traitement de végétation envahissante (renouée, élodée...)
- Plantation de plantes hélophytes
- Création de banquettes
- Recharge sédimentaire (cailloux, pierres)
- Restauration d'ouvrages maçonnés (ponts, lavoirs, murs de berge en zone urbaine et historique)

Pour les moulins, vannages, seuils, les PPRE prévoient le lancement d'études approfondies avec systématiquement la recherche de restauration de la continuité écologique. Ces études déboucheront sur des programmes de restauration lourde pour lesquels des dossiers au titre de la loi sur l'eau seront déposés spécifiquement à chaque opération. **Le présent dossier pour sa partie dossier loi sur l'eau (autorisation) ne concerne pas ces restaurations lourdes.** De même s'il est nécessaire d'une DIG pour ces restaurations lourdes elle sera déposée dans le cadre d'un dossier unique, opération par opération.

Les actions sont reprises dans le détail des PPRE avec leurs localisations (pièces annexes du présent dossier).

Les PPRE permettent un état des lieux à un instant T, toutefois la rivière étant un milieu vivant et les propriétés riveraines étant susceptibles de mutation, les parcelles où les actions sont préconisées peuvent être évolutives. Les types d'actions définis ci-dessus resteront les mêmes, toutefois il pourrait s'avérer nécessaire d'abattre un arbre à un endroit où initialement nous ne l'avions pas envisagé, ou qu'un riverain décide de refaire sa berge alors que nous ne l'avions pas décrit dans le programme.

A cet effet il est défini dans le présent dossier l'ensemble des propriétés riveraines de la rivière même si aujourd'hui il n'est défini des actions que sur certaines parcelles dans le programme.

Les programmes d'actions permettent de définir ce qu'il serait nécessaire de réaliser comme travaux sur la rivière et ses milieux annexes. **Toutefois Chartres métropole ne peut pas imposer à un propriétaire riverain de réaliser ces travaux. Ce programme offre la possibilité à Chartres métropole d'intervenir sur des parcelles privées dans un souci d'intérêt général de bon état de la rivière.** Dans sa démarche la collectivité informera et incitera les propriétaires concernés par des actions afin qu'ils conventionnent avec elle pour la réalisation de ces travaux.

Le dossier loi sur l'eau est souhaité global pour les actions d'entretien et de restauration des trois PPRE, toutefois la police de l'eau (DDT) sera informée de la planification réelle des opérations et avant tout démarrage de travaux.

9/ RAPPEL DES PROCÉDURES APPLICABLES

Afin de permettre à Chartres métropole de réaliser des travaux sur des terrains privés (propriétaires des berges de rivières), il est nécessaire que ces travaux soient déclarés d'intérêt général. C'est à cet effet qu'une demande de déclaration d'intérêt général (DIG) est déposée.

Concernant les opérations d'entretien et de restauration légère de la rivière, elles sont soumises à déclaration ou autorisation selon l'article R214.1 du code de l'environnement notamment le titre III.

Ces travaux peuvent être également soumis à des règles d'urbanisme (clôture, abattage par exemple).

Rappel des procédures applicables en matière de dossier loi sur l'eau, titre III de l'article R214.1 du code de l'environnement :

TITRE III

IMPACTS SUR LE MILIEU AQUATIQUE OU SUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

3. 1. 1. 0. Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :

1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) ;

2° Un obstacle à la continuité écologique :

a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) ;

b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D).

Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.

3. 1. 2. 0. Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3. 1. 4. 0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :

1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ;

2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).

Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.

3. 1. 3. 0. Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur :

1° Supérieure ou égale à 100 m (A) ;

2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D).

3. 1. 4. 0. Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :

1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ;

2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).

3. 1. 5. 0. Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :

1° Destruction de plus de 200 m² de frayères (A) ;

2° Dans les autres cas (D).

3. 2. 1. 0. Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4. 1. 3. 0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2. 1. 5. 0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année :

1° Supérieur à 2 000 m³ (A) ;

2° Inférieur ou égal à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) ;

3° Inférieur ou égal à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D).

Est également exclu jusqu'au 1er janvier 2014 l'entretien ayant pour objet le maintien et le rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation lorsque la hauteur de sédiments à

enlever est inférieure à 35 cm ou lorsqu'il porte sur des zones d'atterrissement localisées entraînant un risque fort pour la navigation.

L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à dix ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.

3. 2. 2. 0. Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :

1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m² (A) ;

2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m² (D).

Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage ou le remblai dans le lit majeur.

3. 2. 3. 0. Plans d'eau, permanents ou non :

1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ;

2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).

3. 2. 4. 0. 1° Vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue, dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supérieur à 5 000 000 m³ (A) ;

2° Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article [L. 431-6](#), hors plans d'eau mentionnés à l'article L. 431-7 (D).

Les vidanges périodiques des plans d'eau visés au 2° font l'objet d'une déclaration unique.

3. 2. 5. 0. Barrage de retenue et digues de canaux :

1° De classes A, B ou C (A) ;

2° De classe D (D).

3. 2. 6. 0. Digues à l'exception de celles visées à la rubrique 3. 2. 5. 0 :

1° De protection contre les inondations et submersions (A) ;

2° De rivières canalisées (D).

3. 2. 7. 0. Piscicultures d'eau douce mentionnées à l'article [L. 431-6](#) (D).

3. 3. 1. 0. Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :

1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) ;

2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).

3. 3. 2. 0. Réalisation de réseaux de drainage permettant le drainage d'une superficie :

1° Supérieure ou égale à 100 ha (A) ;

2° Supérieure à 20 ha mais inférieure à 100 ha (D).

3. 3. 3. 0. Canalisations de transports d'hydrocarbures liquides ou de produits chimiques liquides de longueur supérieure à 5 kilomètres ou dont le produit du diamètre extérieur par la longueur est supérieur à 2 000 mètres carrés (A).

3.3.4.0. Travaux de recherche de stockages souterrains de déchets radioactifs :

a) Travaux de recherche nécessitant un ou plusieurs forages de durée de vie supérieure à un an (A) ;

b) Autres travaux de recherche (D).

10/ RAPPEL DES REGLES D'ENTRETIEN SUR COURS D'EAU NON DOMANIAUX

Les rivières situées sur le territoire de Chartres métropole sont des rivières non domaniales. Ce qui implique que les propriétaires riverains sont propriétaires jusqu'au milieu du lit mineur de la rivière.

Dans sa compétence « GEMAPI » Chartres métropole a en charge l'entretien du lit mineur et des berges dont elle a la propriété ou celles mises à disposition (principalement les coulées vertes du Plan Vert).

L'entretien des berges reste de la compétence de chaque propriétaire riverain (privé ou public).

La direction rivière et plan vert de Chartres métropole est présente en tant que conseil auprès des riverains sur le type d'entretien à réaliser.

De même les diagnostics réalisés dans le cadre des programmes pluriannuels ont permis la rencontre de nombreux riverains à qui l'information a été donnée.

Ces programmes d'actions et la DIG permettront d'intervenir sur des berges privées et de solliciter des subventions.

11/ JUSTIFICATIF DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Le programme d'actions exposé dans le présent dossier de Déclaration d'Intérêt Général et de demande d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau codifiée est basé sur la nécessité d'améliorer la qualité de nos cours d'eau, que ce soit d'un point de vue de la qualité de l'eau superficielle ou de la qualité physique des rivières. La nécessité de travailler sur la morphologie des cours d'eau s'appuie sur les constats suivants :

- l'état des lieux des eaux superficielles du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) Seine Normandie,
- Les trois diagnostics de l'Eure et de ses affluents effectués par les techniciens rivière de Chartres métropole sont réalisés préalablement à la définition du programme d'actions présenté dans le présent rapport.

Les principaux enjeux auxquels répond le programme d'actions sont :

- L'amélioration de la continuité écologique (piscicole et sédimentaire),
- L'amélioration de la qualité physique de l'hydrosystème, et dans une moindre mesure, la lutte contre les plantes envahissantes, la mise en valeur de la vallée de l'Eure et l'entretien de la ripisylve.

Les objectifs énumérés ci-dessus entrent pleinement dans le cadre des compétences de Chartres métropole et de la réglementation en vigueur afin d'atteindre les objectifs du bon état écologique des masses d'eau fixés par la Directive Cadre sur l'Eau, dans les délais impartis.

Dans ce cadre, les travaux et actions proposés, de nature à améliorer la ressource en eau et les hydrosystèmes sont d'intérêt général, s'appuyant pour cela sur des articles du Code de l'environnement tel que :

Art. L. 210-1 : L'eau fait partie du patrimoine commun de la Nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.

Art. 1. 211-7 : les collectivités territoriales et leurs groupements (...) sont habilités à (...) entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe, et visant :

- 1) L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- 2) L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- 3) L'approvisionnement en eau ;
- 4) La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ;
- 5) La défense contre les inondations et contre la mer ;
- 6) La lutte contre la pollution ;
- 7) La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines ;
- 8) La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;
- 9) Les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile ;
- 10) L'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants ;
- 11) La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;
- 12) L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

La vision globale du territoire et l'instauration de programmes d'actions sur l'ensemble des linéaires de cours d'eau du territoire de Chartres métropole (112,5 kms) justifient également la déclaration d'intérêt général.

12/ CONTRAT D'ANIMATION AVEC L'AGENCE DE L'EAU

Chartres métropole a signé un contrat d'animation avec l'agence de l'eau Seine Normandie pour la période 2014/2018. Pour les années suivantes un contrat plus global sera signé intégrant les actions liées aux schémas directeurs d'assainissement et d'eau.

Le contrat spécifique d'animation technique sur l'Eure Amont – territoire de Chartres Métropole s'inscrit dans une démarche de préservation et d'amélioration de la ressource en eau et des milieux naturels (aquatiques et humides), conformément aux objectifs fixés par le code de l'environnement et le SDAGE. Il est la formalisation de l'engagement des partenaires pour développer une mission permettant d'atteindre ces objectifs.

Le département d'Eure-et-Loir connaît une dégradation de la qualité des ressources en eau souterraine et superficielle, notamment sur le bassin versant de l'Eure Amont. C'est pourquoi dans le cadre de l'élaboration des PAOT/PTAP, l'Agence de l'Eau et la MISE d'Eure-et-Loir ont ciblé un certain nombre d'actions prioritaires à mettre en œuvre. Ces actions concernent :

- La mise en place de démarches de préservation de la ressource en eau souterraine à l'échelle des Aires d'Alimentation des Captages prioritaires
- La restauration de la continuité écologique par l'aménagement ou l'effacement d'un certain nombre d'ouvrages hydrauliques sur le cours de l'Eure et de ses affluents
- Le contrôle et la mise en conformité des installations d'assainissement non collectifs sur un certain nombre de communes jugées prioritaires

L'objectif de l'animation est donc de mettre en place les actions de ces programmes afin de préserver durablement la qualité de l'eau sur le territoire de Chartres Métropole.

Les plans pluriannuels de restauration et d'entretien de la rivière sont des outils permettant de mettre en œuvre une partie des actions définies dans le contrat d'animation avec l'agence de l'eau Seine Normandie.

Ce contrat permet d'obtenir les financements de l'agence de l'eau Seine Normandie.

13/CRITERES RETENUS POUR LA PRISE EN CHARGE DES DÉPENSES

Pour les opérations de restauration et d'entretien de la rivière, Chartres métropole reste porteur du projet et sollicite les subventions auprès des partenaires publics (principalement l'agence de l'eau Seine Normandie et les Conseils Régional et Départemental).

Dans le cadre de sa compétence GEMAPI Chartres métropole a mis en place la taxe s'y référent, votée au conseil communautaire du 25 janvier 2018 pour une application dès l'année 2018.

Les dépenses et les recettes sont votées par le Conseil Communautaire et sont inscrites au budget.

Chartres métropole conventionne avec chaque propriétaire riverain concerné par une opération de restauration ou d'entretien, celui-ci prenant en règle générale à sa charge le coût de la part des travaux hors taxes et non subventionnés.

Chartres métropole **fait une** avance et donc inscrit à son budget la totalité de la dépense toutes taxes comprises. Nous sollicitons et percevons les subventions possibles auprès des partenaires publics (inscription en recette sur le budget). Nous prenons en charge la TVA qui est remboursée par le fond de compensation de la TVA versé par l'état deux ans après l'achèvement de l'opération. Le solde du coût hors taxe est compensé par la taxe GEMAPI. Au final **la collectivité** ne dépense pas d'argent en investissement mais prend en charge les frais de suivi d'opération (frais de personnel et de service) pour lesquels nous percevons également des subventions dans le cadre du contrat d'animation rivière.

Les taux de subvention possibles par l'agence de l'eau (selon les conditions du 10^{ème} programme) sont actuellement de 80 % du coût hors taxe sur des programmes de restauration et de 40 à 60 % sur des programmes d'entretien.

Lorsque les travaux se situent dans un périmètre de captage d'eau potable et qu'ils ont été définis dans le programme de protection du périmètre de captage, Chartres métropole prend à sa charge la part non subventionnée. **A cet effet une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) a été prise => en annexe.**

14/ MODALITÉS DE PERCEPTION DES PARTS PRIVÉES

Pour chaque opération chez un particulier une convention est signée entre le propriétaire et Chartres métropole. Si une opération concerne plusieurs riverains il est signé de ce fait une convention avec chacun des propriétaires concernés. Cette convention rappelle l'identité des parties, les engagements de chacun, la description des travaux, l'estimation précise des travaux, le plan de financement et les partenaires financiers de l'opération. Il est notamment défini la part à la charge du riverain.

En amont de la signature de la convention, Chartres métropole a sollicité et obtenu l'accord des financeurs potentiels.

Parallèlement à la signature de la convention Chartres métropole prend une Décision (acte administratif valant délibération du conseil communautaire, délégation de signature au Président de Chartres métropole).

Après réalisation des travaux et règlement des factures par Chartres métropole, il est émis un titre de recette transmis au propriétaire concerné par l'opération pour règlement de la part à sa charge.

Une enveloppe budgétaire est inscrite chaque année au budget (dépenses d'investissement) pour les opérations de restauration de la rivière ainsi qu'une enveloppe en recette pour la part de subventions perçues.

15/ CONTENU DES PPRE (?)

15/A/ DIAGNOSTIC DES TROIS PPRE

La phase 1 « Diagnostic et état des lieux » a été réalisée en parcourant l'ensemble des cours d'eau – Eure et Roguennette – en canoë et à pied. **Toutes les parties en lien avec la rivière ont été prospectées** : bras principal, secondaire, affluents, sources, fossés et zones humide liées ou potentielles. De plus, l'ensemble des propriétaires d'ouvrage, ainsi que certains propriétaires d'un linéaire important de rivière, ont été rencontrés pour expliquer notre démarche, comprendre la gestion locale de la rivière, et réaliser des mesures d'ouvrages lorsque cela était pertinent.

Objectif :

- Comprendre le fonctionnement hydrologique de surface de l'ensemble de la masse d'eau
- Identifier les usages liés à la rivière
- Identifier les dysfonctionnements et zones problématiques sur les secteurs d'étude
- Identifier les zones d'intérêt et les zones à valoriser sur les secteurs d'étude

Sur le terrain, les données suivantes ont été collectées (*Les tableaux et descriptif de chaque données sont décrit dans les documents PPRE « État des lieux et diagnostic » présent en annexe*) :

LIT MINEUR

- Nom du cours d'eau
- Type de voie d'eau (cours principal, secondaire ou interconnexion)
- Naturalité (Cours perché ou Talweg)
- Largeur plein bord
- Granulométrie dominante
- Granulométrie accessoire
- Recouvrement de la litière
- Colmatage du lit mineur (%)
- Nature du colmatage
- Faciès d'écoulement dominant
- Faciès d'écoulement secondaire
- Ombrage (%)
- Recouvrement par la végétation aquatique (%)
- Présence de caches à poissons (Blocs, Hélophytes, Branchages, Racines, etc).
- Cours d'eau « enterré » ?
- Influence d'un ouvrage ?
- Partie en assec ?

BERGE

- Nature de la berge (Naturelle, Mixte ou Artificielle)
- Morphologie de la berge
- État de la berge
- Cause de l'érosion éventuelle
- Enjeu de l'érosion
- Hauteur de la berge
- Présence de risberme ? et de quel type ?

RIPISYLVE

- Densité de la strate arborée
- Diversité des essences arborées
- Essence arborée dominante
- Essence arborée secondaire
- Densité de la strate arbustive
- Diversité des essences arbustives
- Présence de Ronciers en excès ?
- Largeur de la ripisylve
- État sanitaire de la ripisylve (% des arbres mort ou malades)
- Age de la ripisylve (Jeune, Vieux ou Diversifié)

LIT MAJEUR

- Occupation du sol
- Présence de clôture et état
- Bande tampon (si occupation du sol agricole)
- Présence d'une digue ?
- Présence d'un merlon ?
- Proximité d'une route ?

ELEMENT PONCTUEL

- Rejet : Taille et Nature
- Prise d'eau : Taille et Nature
- Espèces animales ou végétales protégée
- Zone humide
- Arbre remarquable : Vieux sujet, Mort ou Têtard
- Décharge sauvage : Taille et Nature

- Remblais : Taille et Nature
- Érosion de berge : Taille et Nature
- Passage à gué : Taille et Nature
- Espaces végétale invasive : Surface et Espèces
- Encombre : Position, Taille et Nature
- Abreuvoir : Conforme et état
- Peupliers : Taille (nombre d'essence) et Nature (alignement, peupleraie, etc.)
- Espèces animales invasives : Espèces
- Arbres à abattre
- Protection de berge artificielle : État
- Déchet flottant : Quantité et Récurrence
- Pont et Passerelle : Taille et État
- Sources : État
- Lavoir : État
- Atterrissement : Taille et Stade de développement

OUVRAGE

- Fiche ouvrage décrivant l'ouvrage et ses dimensions réalisé pour chaque ouvrages (moulin, vannes, déversoir, buse, etc).

15/B/ Plan d'actions des trois PPRE

La phase 2 « Programme d'actions » résulte de l'analyse de l'ensemble de données collectées lors de la phase 1. **L'objectif est de lister toutes les actions qu'il serait nécessaire de réaliser** pour atteindre le bon état écologique des masses d'eau « Eure » et « Roguenette ». Il est important de rappeler que les actions listées dans ce programme d'action sont très majoritairement présentes sur des propriétés privées. La mise en place de cette DIG permettra de **subventionner ces actions lorsque les propriétaires sont volontaires**. Cela dans l'objectif d'inciter les propriétaires privés à réaliser l'ensemble de ces actions pour tendre à l'atteinte du « bon état » de ces masses d'eaux.

Les actions ont été classées selon la codification suivante :

Code action

PPRE Amont	PPRE Aval et Roguenette	
Volet entretien		
E1	E1	Entretien de la ripisylve (élagage, recépage, étêtage, abattage sélectif)
E2	E2	Gestion des encombres, des déchets flottants et des atterrissements
E3	E3	Nettoyage du lit et des berges et suppression des décharges sauvages
E4	E4	Entretien de zones humides
Volet restauration légère		
R1	R1	Restauration des berges
R2	R2	Aménagement des clôtures, abreuvoirs et dispositifs de franchissement
R3	R3	Plantation des rives
R4	R4	Lutte contre les espèces indésirables dans la ripisylve (peupliers, résineux, phytophtora de l'aulne...)
R5	E5	Lutte contre les espèces invasives
R6	R5	Restauration des habitats
Volet restauration lourde		
CE1	CE1	Restauration de la continuité écologique
H1	H1	Restauration hydro-morphologique
LM1	LM1	Connectivité et milieux naturels
Volet sensibilisation et communication		

D1	D1	Moyens de communication et de sensibilisation
D2	D2	Suivi biologique

NB : Le volet « Sensibilisation et Communication » n'est pas inclus dans cette DIG.

Les actions ont été compilées sur un logiciel SIG (Système d'Information Géographique) et peuvent être de trois types :

- Ponctuel : associé à un point géolocalisé qui sera donc lié à une seule parcelle.
- Linéaire : associé à une ligne ou à une polyligne. Ces actions sont généralement associées à plusieurs parcelles distinctes.
- Surfactive : associé à des zones définies. De la même manière que les actions linéaires, celles-ci peuvent être associées à plusieurs parcelles distinctes.

Ces actions sont reliées à une thématique et portent tout un numéro distinct. Par exemple les actions d'entretien de la ripisylve seront codifiées ainsi : E1_1 ; E1_2, etc. Certaines actions englobent plusieurs thématiques, et seront codifiées en juxtaposant les codes correspondants. Par exemple, une action faisant intervenir de l'entretien de la ripisylve (E1) avec l'abattage d'un alignement de peuplier (R4) suivi d'une plantation de la berge (R3) sera codifiée comme ceci : E1R3R4_1.

16/ Liste de l'ensemble des propriétaires riverains, berges publiques et privées, par commune

Document à mettre en annexe vu la taille. Que faut-il inclure dans ce paragraphe : résumé ? Statistique ?

Les propriétés publiques sont dans le fichier -> les retirer ou non ?

17/ Chiffrage des travaux envisagés

La présente DIG concerne toutes les actions présentes dans les volets « Entretien » et « Restauration Légère ». L'estimatif financier est consultable dans les PPRE établis pour chaque secteur (Eure amont, Eure aval et Roguenette). Celui-ci a été réalisé en compilant les données bibliographiques et les retours d'expériences des travaux réalisés en rivière sur les différentes structures en charge de la rivière du département. La méthodologie utilisée pour chaque PPRE est présente dans les documents « Programme d'action » en annexe.

Certaines actions de « Restauration lourde » sont également incluses dans la présente DIG. Il s'agit du remplacement des passages busés –qui provoquent un obstacle aux écoulements– par un pont cadre ou une passerelle (CE1) et deux diversifications des écoulements par la mise en place de banquettes (H1). Un forfait de 60 000€ H.T. pour la réalisation des travaux CE1 est mis sur chaque petit ouvrage. L'estimatif des deux opérations H1 est renseigné d'après les données prises sur le terrain. (ici H1_1 : Reméandrage et banquettes amont Andrevillers + SH1_1 Parcours mouche Fontenay)

En appliquant cette méthodologie pour réaliser l'estimatif financier des actions référencées par les PPRE, on obtient les montants suivants (résumé des « Programmes d'actions » PPRE mis en annexe) :

Action	PPRE Eure Amont	PPRE Eure Aval	PPRE Roguenette
E1	33 269	209 333	25 362
E2	19 260	1 730	6 640
E3	250	11 847	772
E4	0	0	0
R1	398 764	1 608 048	425 050
R2	164 570	106 049	28 924
R3	77 977	13 223	24 731
R4	511 124	142 605	119 358
R5/E5	75 000	65 934	144
R6/R5	0	35 000	5 000
CE1	600 000	180 000	1 260 000 + 2 640 000
H1	103 000 + 37 000	0 (?)	0 (?)
Total	1 986 945 4 360 714	2 373 769	4 535 981
TOTAL	8 896 695		

18/ Planification envisagée

La planification des actions PPRE est disponible dans les « Programmes d'action » de chaque PPRE mis en annexes. Cependant, ils ne tiennent pas compte de l'aspect volontariat des propriétaires privés. **Ces programmes sont donc donnés à titre indicatif et servent à prioriser les actions à réaliser.**

Les PPRE de l'Eure Aval et de la Roguenette sont planifiés pour la période 2018-2022. Le PPRE Eure Amont était initialement prévu pour la période 2015-2019 et sera prolongé de 5 ans par simple actualisation des données. L'ensemble des PPRE pourront ainsi être mis en œuvre avec la même DIG et sur la même période

19/ Plan de suivi des actions

L'ensemble des actions réalisées sont répertoriées par Chartres métropole tout au long de l'année. Les actions effectuées dans le cadre du PPRE sont présentées dans un bilan de fin d'année à l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

En fin de chaque programme un bilan complet est réalisé. Le bilan à mi-parcours est présenté à titre informatif ci-dessous.

Bilan PPRE Amont – période 2015-2017 :

Code action	Description	Total
E1	Entretien de la ripisylve	655 m
E2	Gestion des encombres	7 encombres retirées(*)
R1	Restauration de berge	60m
R2	Mise en place de clôture	1,5 km
R2	Aménagement d'abreuvoir	18
R3	Plantation des rives	375 m
R4	Abattage espèces indésirables (Peupliers, résineux, phytophthora de l'Aulne...)	2,6 km

CE1	Restauration de la continuité écologique	16 complexes d'ouvrage concernés
-----	--	----------------------------------

Actions ajoutées	4
Actions supprimées	9

(*) Seules les encombres importante (arbres volumineux) qui sont restées présentes sur des parcelles privées depuis le diagnostic en 2014 sont ici comptabilisées. Les autres encombres sont retirées après chaque crue ou période venteuse.

20/ Annexe 1 : contrat d'animation entre Chartres métropole et l'agence de l'eau Seine Normandie

21/ Annexe 2 : modèle de convention entre Chartres métropole et un propriétaire

22/ Annexe 3 : modèle de décision pour les travaux sur terrain privé

23/ Annexe 4 : délibération du bureau communautaire sur la demande de DIG

24/Annexe : Diagnostic et programme d'action des 3 PPRE + cahier d'ouvrage + Tableau des parcelles et propriétaires concernés par la DIG + Courrier prolongation PPRE Amont par AESN (?) + tableau des actions réalisées.

B – DOSSIER LOI SUR L'EAU

1/ RESUME NON TECHNIQUE

1 - a - Dépositaire du dossier

Chartres métropole est une communauté d'agglomération composée de 66 communes au 1^{er} janvier 2018.

Adresse : Chartres métropole – Hôtel de Ville – Place des Halles – 28000 Chartres

Téléphone : 02 37 91 35 20

Direction en charge du dossier : Direction rivière et plan vert

Mail : philippe.sauger@agglo-ville.chartres.fr

N° SIRET : 200 033 181 00013

2 - b - Territoire concerné

Le territoire de Chartres métropole est composé de 66 communes représentant 138 614 habitants pour une superficie de 863 km² (86 300 hectares).

Les origines de l'intercommunalité :

7 mai 1948 : création du SIAAC, syndicat intercommunal d'assainissement de 4 Communes (Chartres, Lucé, Mainvilliers et Lèves).

8 mai 1955 : rattachement de la Commune de Luisant.

28 mai 1962 : rattachement de la Commune du Coudray

24 juillet 1967 : le SIAAC devient SIAC, syndicat intercommunal de l'agglomération Chartraine avec comme compétences l'assainissement, l'eau et les ordures ménagères (6 communes membres).

13 décembre 1967 : rattachement de la Commune de Champhol

1^{er} janvier 1993 : transformation du syndicat en district de Chartres avec compétences supplémentaires le transport urbain, l'action économique, sociale, culturelle et sportive.

1^{er} janvier 2000 : transformation du district en communauté d'agglomération.

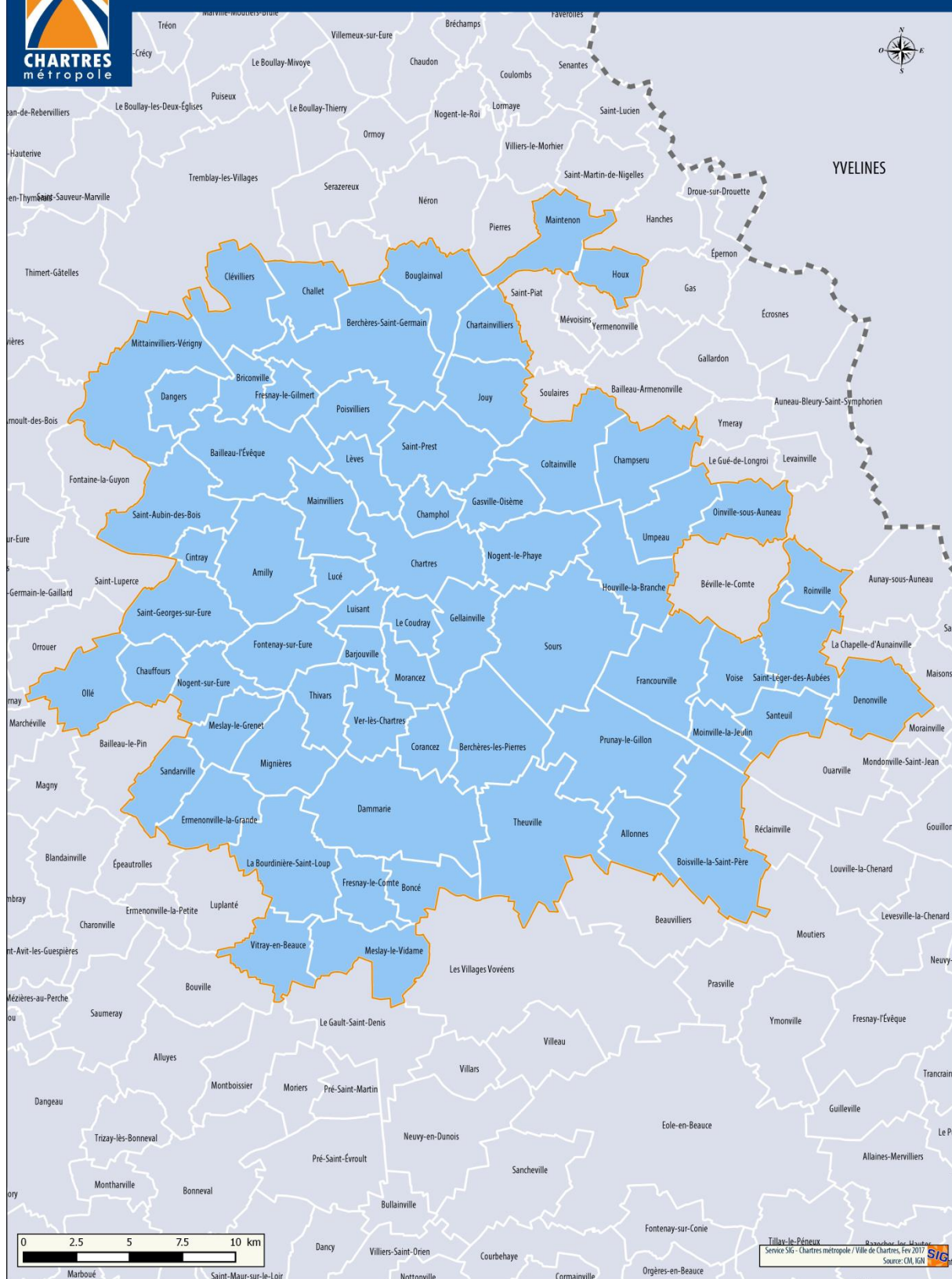
1^{er} janvier 2011 : passage de 7 Communes à 32 Communes avec le regroupement des Communautés de Communes de l'orée de Chartres (16 Communes) et du Val de l'Eure (9 Communes).

1^{er} janvier 2012 : 40 Communes (Intégration de 8 communes).

1^{er} mars 2012 : 42 Communes (Intégration de 2 communes).

1^{er} janvier 2013 : 47 Communes, intégration de la Communauté de Communes du Bois Gueslain (5 communes), 2 Communes ayant fusionnées depuis, passage à 46 Communes en 2016.

1^{er} janvier 2018 : 66 Communes, intégration de 20 nouvelles communes.



Et pour la rivière :

1^{er} janvier 2000 : Prise de compétence entretien de l'Eure et de ses affluents à l'échelle des 7 Communes urbaines (Chartres, Luisant, Lucé, Mainvilliers, Champhol, Lèves, Le Coudray).

1^{er} janvier 2011 : Dissolution du Syndicat de rivière de la Roguenette (SYTER), gestion reprise par Chartres métropole.

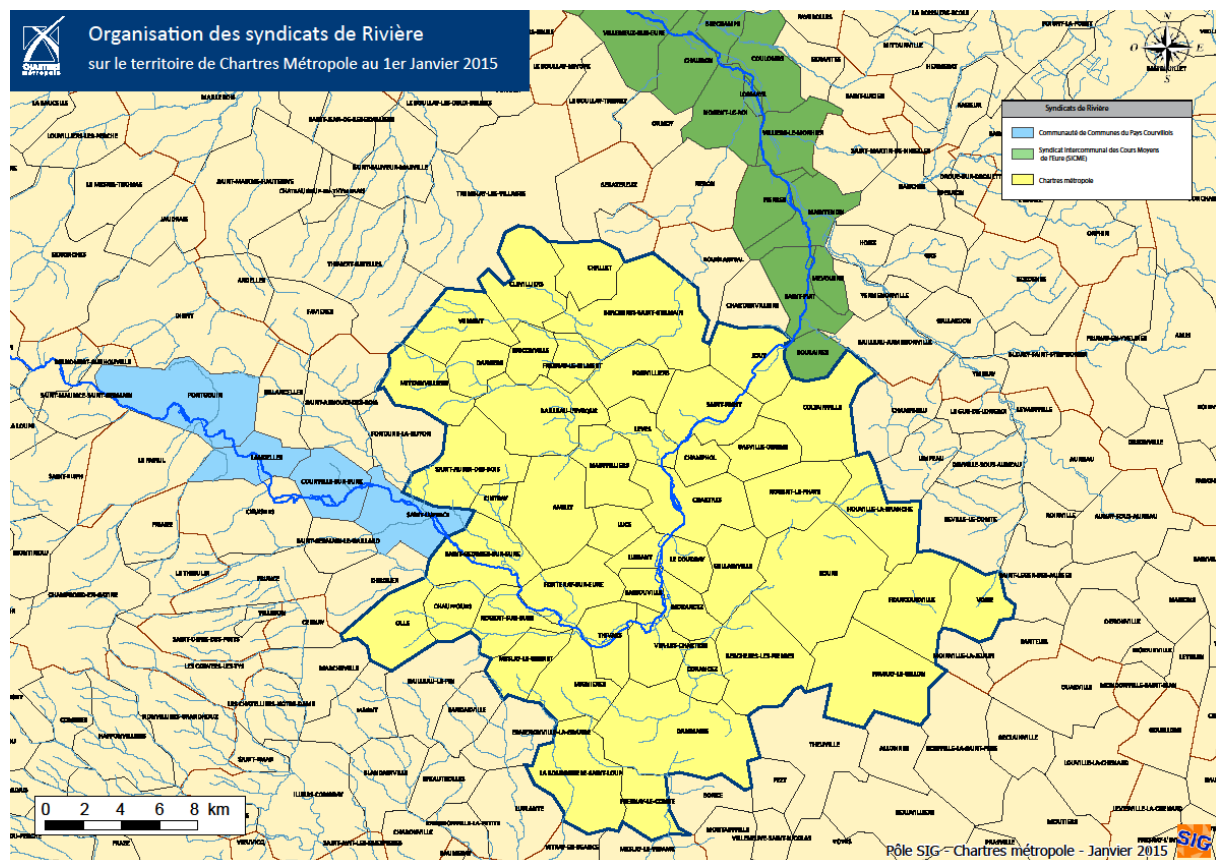
1^{er} janvier 2014 : Dissolution du syndicat de rivière de l'Eure amont (SIAVE) gestion reprise par Chartres métropole pour les Communes membres.

1^{er} Janvier 2015 : reprise de la gestion de l'Eure sur les Communes de Saint Prest et Jouy.

Aujourd'hui Chartres métropole assure la compétence entretien de l'Eure et de ses affluents sur l'ensemble de son territoire.

Cela représente 77 kilomètres pour l'Eure et ses différents bras et 35 kilomètres pour la Roguenette.

Chartres métropole a pris la compétence GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) au 1^{er} janvier 2018.



1 - c - Objet du présent dossier

Le syndicat de rivière de l'Eure amont (SIAVE) avait lancé sa démarche de PPRE quand ils ont intégré Chartres métropole au 1^{er} janvier 2014. La démarche a été poursuivie avec une validation du plan d'actions fin 2014. Chartres métropole ayant pris la compétence sur la totalité de son territoire, ce schéma d'actions s'applique aux communes où circule l'Eure et ses affluents entre Saint Georges sur Eure et Barjouville/Morancez.

En 2016 et 2017 des opérations d'entretien et de restauration légère ont été réalisées sur ce premier secteur, en utilisant la DIG réalisée par le SIAVE en 2006, DIG valable jusqu'à fin 2017. Le plan d'action de 2014 est mis à jour dans ce présent dossier.

De son côté le syndicat de la Roguenette (SYTER) avait un plan pluriannuel établi en 2003 mais non actualisé depuis.

De même Chartres métropole avait un plan pluriannuel pour les 5 Communes urbaines concernées par la rivière, plan réalisé en 2007.

Chartres métropole a donc décidé en 2015 de relancer une démarche de PPRE pour l'Eure (de Luisant à Jouy) et pour la Roguenette afin que l'ensemble de son territoire soit couvert.

Dans le cadre de l'établissement de ces 3 PPRE de la rivière, les plans d'actions concernent en majeure partie des propriétés privées, l'Eure et la Roguenette étant des cours d'eau non domaniaux.

L'objet du présent dossier est donc de déposer un dossier unique de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) pour l'ensemble du périmètre couvert par les 3 PPRE (Eure amont, Eure aval et Roguenette) et d'autorisation au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques pour les actions d'entretien, de restauration légère et de certaines actions de restauration lourde définies dans le présent dossier.

Dans sa poursuite de vision globale de son territoire et dans un souci d'efficacité, Chartres métropole souhaite globaliser sa démarche d'actions sur la rivière et ainsi simplifier les procédures d'instruction des dossiers.

2/DEFINITION DES ACTIONS ET CONCORDANCE DES AUTORISATIONS NECESSAIRES

- a) E1 : Entretien de la ripisylve (élagage, recépage, éêtage, abattage sélectif)

Aucune procédure Loi sur l'eau*

L'entretien réalisé sur les berges sera fait conformément à l'article L214_15 du Code de l'environnement, qui décrit l'entretien comme suit :

« L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives. »

- b) E2 : Gestion des encombres, des déchets flottants et des atterrissements

Pour les encombres et déchets flottants :

Aucune procédure loi sur l'eau

Cet entretien sera réalisé conformément à l'article L214_15 du Code de l'environnement (c.f « 1.a »)

Pour les atterrissements :

Rubrique 3.1.2.0

Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau.

1. Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m : **(A) projet soumis à autorisation**
2. Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m : **(D) projet soumis à déclaration**

Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux à pleins bords avant débordement.

Aucun atterrissement problématique n'est identifié sur l'ensemble des PPRE. Les atterrissement existant sont considérés comme un équilibre naturel de la rivière et n'ont donc pas vocation à être retiré. Cependant, si une action est identifiée comme nécessaire (risque pour la sécurité publique), les travaux consisteront UNIQUEMENT à remobiliser cet atterrissement. Les travaux seront alors réalisés en déblais/remblais. Aucun élément ne sera retiré du cours d'eau.

- c) E3 : Nettoyage du lit et des berges et suppression des décharges sauvages

Aucune procédure loi sur l'eau

Cet entretien sera réalisé conformément à l'article L214_15 du Code de l'environnement (c.f « 1.a »)

- d) E4 : Entretien de zones humides*

Aucune procédure Loi sur l'eau

L'entretien des zones humides déjà identifiée fait l'objet d'un entretien par pâturage et/ou fauche tardive conforme aux plans de gestions proposés par le Conservatoire d'Espace Naturel (CEN) de la Région Centre.

Les zones humides potentielles identifiées au PPRE feront l'objet d'un diagnostic avec le CEN en vue d'établir un plan de gestion applicable à long terme par le(s) riverain(s) concerné(s)

- e) R1 : Restauration des berges

Rubrique 3.1.2.0

Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau.

1. Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m : **(A) projet soumis à autorisation**
2. Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m : **(D) projet soumis à déclaration**

Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux à pleins bords avant débordement.

Aucune modification du profil en long ou en travers n'est réalisée. Les berges seront restaurées de manière à être cohérent avec le profil naturel de la rivière

Rubrique 3.1.4.0

Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :

1. Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m : **(A) projet soumis à autorisation**
2. Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m : **(D) Projet soumis à déclaration**

Les seules techniques utilisées seront naturelles. Une berge naturelle sera recrée en déblais/remblais lorsque les contraintes hydrauliques le permettent. Sur les secteurs plus problématiques il sera mis en place des techniques de génie végétal.

Rubrique 3.1.5.0

Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :

1. Destruction de plus de 200 m² de frayères : **(A) projet soumis à autorisation**
2. Dans les autres cas : **(D) projet soumis à déclaration**

Aucune destruction ne sera engendrée

- f) R2 : Aménagement des clôtures, abreuvoirs et dispositifs de franchissement

Pour les clôtures :

Aucune procédure loi sur l'eau. (Urbanisme ?)

Placé à 2m minimum du cours d'eau afin de permettre le développement de la ripisylve sur les berges

Pour les abreuvoirs :

Rubrique 3.1.1.0

Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :

1. Un obstacle à l'écoulement des crues. : **(A) projet soumis à autorisation**
2. Un obstacle à la continuité écologique :
 1. a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation : **(A) projet soumis à autorisation**
 2. b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation : **(D) projet soumis à déclaration**

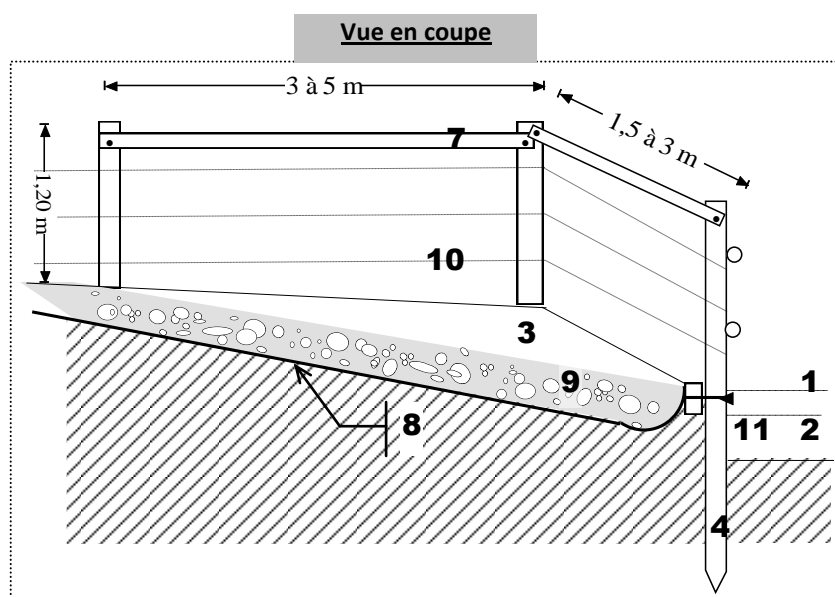
Rubrique 3.1.2.0

Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau.

1. Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m : **(A) projet soumis à autorisation**
2. Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m : **(D) projet soumis à déclaration**

Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux à pleins bords avant débordement.

Les abreuvoirs sont réalisés sur des secteurs déjà piétinés par le bétail ou « abreuvoir non conforme ». Ils sont réalisés selon le schéma de principe suivant :



1. Niveau optimal de l'eau au débit moyen
2. Niveau de l'eau à l'étiage
3. Excavation dans le talus de berge
4. Madrier de bois (Φ 20 cm)
5. Madrier de bois double de pied ou demi-piquet de chêne de charpente (Φ 20 cm) ; fixation boulon 14/350
6. Lisse pleine (Φ 12 cm) ; fixation boulon 12/240
7. Lisse demi-ronde
8. Géotextile synthétique type "bidim"
9. Remblai de cailloux (tout venant 0-120 mm : 3 à 10 tonnes)
10. Fil barbelé avec raidisseurs
11. Profondeur d'eau 25 cm minimum

Pour les dispositifs de franchissement :

Ces dispositifs sont déjà existants. Des travaux sont parfois nécessaires pour diminuer leur impact sur le cours d'eau. Ces actions sont inclus dans le volet « CE1 : Restauration de la continuité écologique »

g) R3 : Plantation des rives

Aucune procédure Loi sur l'eau

La plantation des rives ne sera réalisée que pour les espèces végétales adaptées au berge et bord de cours, à savoir :

Arbre et Arbustre : Érable champêtre, Érable sycomore, Aulne Glutineux, Charme, Cornouiller sanguin, Noisetier, Aubépine à un style, Fusain d'Europe, Frêne élevé, Prunellier, Chêne pédonculé, Groseiller à grappes, Églantier, Saule blanc, Saule marsault, Saule cendré, Saule fragile, Saule des vanniers, Sureau Noir, Orme champêtre, Viorne Orbler (nom latin à faire figurer?)

Herbacées : Acore adorant, Jonc fleuri, Roseau des bois, Populage des marais, Laîche des marais, Laîche élevée, Laîche hérissée, Laîche paniculée, Laîche faux souchet, Laîche à épis pendants, Laîche des rives, Souchet long, Scirpe des marais, Eupatoire chanvrine, Fétuque faux roseau, Grande glycerie, Iris faux acore, Jonc épars, Jonc aggloméré, Jonc glauque, Salicaire, Pétasite officinale, Baldingère, Roseau commun (nom latin à faire figurer?)

- h) R4 : Lutte contre les espèces indésirables dans la ripisylve (peupliers, résineux, phytophthora de l'aulne...)

Aucune procédure Loi sur l'eau

Les abattages seront réalisés en concordance avec le code forestier et le PLU de chaque parcelles concernées par d'éventuelles travaux.

- i) R5/E5 : Lutte contre les espèces invasives

Aucune procédure Loi sur l'eau

Espèces invasives animales : les espèces concernées sur notre territoire d'actions sont les ragondins, rat musqués et les écrevisses américaines. (Décrire piégeage, chasse à l'arc pour ragondins ? action écrevisse inexistante)*

Espèces invasives végétales : les espèces concernées sur notre territoire d'actions sont la Renoué du Japon, le laurier palmes, buddleia du père david, robinier faux-accacia (décrire chaque action ?)

- j) R6/R5 : Restauration des habitats

(Une seule action identifiée R5_1 : création risberme végétalisée 200ml sur Chartres – mise en place d'un forfait pour chaque tronçon)

Rubrique 3.1.1.0

Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :

1. Un obstacle à l'écoulement des crues. : **(A) projet soumis à autorisation**
2. Un obstacle à la continuité écologique :
 1. a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation : **(A) projet soumis à autorisation**
 2. b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation : **(D) projet soumis à déclaration**

Ces aménagements ont pour objectif de recréer un lit d'étiage et de permettre une diversité des écoulements sur un tronçon. Ils doivent être submersible en cas de montée des eaux (>module).

Les risbermes ne constituent pas un obstacle à l'écoulement des crues. En revanche, la mise en place de déflecteurs sera considérée comme un obstacle à l'écoulement des crues. Les différents agencements possibles sont décrits dans les PPRE. Ils seront calibrés pour être submersible à des débits moindre, leur impact sur l'écoulement des crues demeura donc très faible voir inexistant.

Rubrique 3.1.2.0

Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau.

1. Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m : **(A) projet soumis à autorisation**
2. Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m : **(D) projet soumis à déclaration**

Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux à pleins bords avant débordement.

Le profil en long du lit mineur sera modifié pour permettre de diversifier les écoulements et de créer un lit d'étiage

Rubrique 3.1.5.0

Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :

1. Destruction de plus de 200 m² de frayères : **(A) projet soumis à autorisation**
2. Dans les autres cas : **(D) projet soumis à déclaration**

L'objectif des ces aménagement étant de diversifié les écoulements pour créer différent type d'habitat, il n'y aura aucun destruction de « frayère, zones de croissance ou de zones d'alimentation ». Bien au contraire, ces zones seront créée sur les secteurs définis »

k) CE1 : Restauration de la continuité écologique

Seuls les ouvrages type passage busé ou micro-seuil en rivière sont inclus dans cette DIG. Ces ouvrages perturbent, voir obstruent, les écoulements sur la rivière. Il s'agira de les retirer pour redonner libre cours à la rivière ou, le cas échéant, remplacer le passage busé par un pont cadre adapté à l'usage de cet ouvrage et à la morphologie de la rivière.

Rubrique 3.1.1.0

Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :

1. Un obstacle à l'écoulement des crues. : **(A) projet soumis à autorisation**
2. Un obstacle à la continuité écologique :
 1. a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation : **(A) projet soumis à autorisation**
 2. b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation : **(D) projet soumis à déclaration**

Rubrique 3.1.2.0

Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau.

1. Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m : **(A) projet soumis à autorisation**
2. Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m : **(D) projet soumis à déclaration**

Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux à pleins bords avant débordement.

Rubrique 3.1.5.0

Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :

1. Destruction de plus de 200 m² de frayères : **(A) projet soumis à autorisation**
2. Dans les autres cas : **(D) projet soumis à déclaration**

I) H1 : Restauration Hydro-morphologique

Opération Parcours mouche Fontenay => joindre en annexe le dossier de déclaration initial

Opération Diversification écoulement => demande à SOGETI de monter dossier loi sur l'eau ? Ou ne pas intégrer ?

Rubrique 3.1.1.0

Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :

1. Un obstacle à l'écoulement des crues. : **(A) projet soumis à autorisation**
2. Un obstacle à la continuité écologique :
 1. a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation : **(A) projet soumis à autorisation**
 2. b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation : **(D) projet soumis à déclaration**

Rubrique 3.1.2.0

Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau.

1. Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m : **(A) projet soumis à autorisation**
2. Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m : **(D) projet soumis à déclaration**

Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux à pleins bords avant débordement.

Rubrique 3.1.5.0

Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :

1. Destruction de plus de 200 m² de frayères : **(A) projet soumis à autorisation**
2. Dans les autres cas : **(D) projet soumis à déclaration**

3/ DOSSIER GLOBAL POUR UNE SIMPLIFICATION DES ACTIONS

L'agrandissement du périmètre d'action de Chartres métropole permet d'avoir une vision plus globale des actions à mener sur les milieux aquatiques. L'objectif étant d'optimiser les plans d'actions notamment dans les phases réglementaires. Chartres métropole souhaite déposer une seule déclaration d'intérêt général pour ses trois plans pluriannuels de restauration et d'entretien de ses cours d'eau (PPRE) et également un seul dossier d'autorisation loi sur l'eau pour toutes les actions d'entretien et de restauration légère. L'objectif est de regrouper l'ensemble des opérations dans un seul dossier unique. Certaines actions ne sont pas soumises à déclaration, d'autres sont soumises à déclaration, d'autres à autorisation temporaire. Compte tenu du cumul des actions et des linéaires de cours d'eau concernés, Chartres métropole fait le choix de déposer une demande d'autorisation couvrant l'ensemble des actions.

Le dossier sera soumis à enquête publique pour l'ensemble des linéaires de cours d'eau défini.

La déclaration d'intérêt général aura une durée de cinq ans et pourra être reconduite une fois.

Le dossier d'autorisation pourra également être reconduit sur demande de Chartres métropole.

La démarche globale permettra de couvrir la durée des plans d'action (estimée sur 10 ans) et éviter ainsi de déposer des dossiers pour chacune des démarches entreprises.

4/ AUTORISATION DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Une demande de cas par cas a été déposée auprès de la DREAL centre afin de connaître leur avis sur la nécessité ou non d'une étude d'impact environnementale.

5/ SITES INSCRITS OU PROTEGES AU TITRE DE L'ENVIRONNEMENT

Sur les linéaires de rivière concernés par les trois programmes d'actions ou à proximité se situent des sites inscrits ou protégés au titre de l'environnement.

Espaces protégés :

- Espace naturel sensible de la vallée de l'Eure (ENS) de Saint Georges sur Eure à Chartres.
- Prairie de Luisant classée Natura 2000
- Grottes à chiroptères sur Saint Prest et Jouy, classées Natura 2000
- 1 ZNIEFF de type 1 (240003927) sur Jouy et Saint Prest

Sites inscrits :

- La haute vallée de l'Eure (communes de Barjouville, Fontenay sur Eure, Meslay le Grenet, Mignière, Morancez, Nogent sur Eure, Saint Georges sur Eure, Thivars, Ver les Chartres). Site inscrit en 1983 représentant 1032 hectares)
- La vallée de L'Eure, site inscrit en 1972 représentant 3663 hectares, décomposé en cinq sections, les Communes de Champhol, Saint Prest et Jouy sont concernées sur le territoire de Chartres métropole dans la première section.
- Le parc du château d'Houville la Branche, site inscrit en 1961 représentant 55,66 hectares.
- Les abords de la porte Guillaume, du pont Bouju et le tertre de la poissonnerie à Chartres, site inscrit en 1943 et représentant 3,06 hectares.
- Les bords de l'Eure, quartier de la Foulerie à Chartres, site inscrit en 1943 et représentant 2,14 hectares.
- Les bords de l'Eure, quartier de la Tannerie à Chartres, site inscrit en 1943 et représentant 6,5 hectares.
- Le moulin de la Roche et ses abords à Saint Prest, site inscrit en 1943 représentant 12,61 hectares.
- Les terrasses sous l'ancien évêché à Chartres, site inscrit en 1941 représentant 0,74 hectares.

Les actions préconisées dans les volets entretien et restauration légère des trois PPRE n'auront pas d'impact négatif sur ces sites, elles auront plutôt un impact positif visant à retrouver une rivière plus naturelle et de meilleure qualité.

Conformément aux articles L 341.1 à L 341.22 du code de l'environnement résultant de la loi du 2 mai 1930, l'inscription des sites précise que les travaux d'exploitation courante des fonds ruraux et d'entretien normal continuent à s'exercer librement.

Pour tous travaux de restauration de murs maçonnés, ponts, lavoirs, dans le périmètre d'un de ces sites, une procédure de demande d'autorisation sera sollicitée selon le code de l'urbanisme (déclaration préalable, permis d'aménager...).

6/ BATIMENTS INSCRITS OU CLASSES

Sur les communes traversées par la rivière se situent des bâtiments classés ou inscrits et un secteur sauvegardé pour le centre de Chartres.

Liste des bâtiments classés ou inscrits au titre des monuments historiques du sud au nord de l'Eure :

Eglise Saint Georges à Saint Georges sur Eure : inscrite en 1926

Eglise Saint Séverin à Fontenay sur Eure : inscrite en 1987

Abbaye Notre Dame de l'Eau à Ver les Chartres : inscrite en 2014

Dolmen la pierre qui tourne à Morancez : inscrit en 1983

Château de Barjouville prestrière de moineaux à Barjouville : inscrit en 1994

Séminaire des barbelés au Coudray : inscrit en 1995

Abbaye de Saint Père en vallée à Chartres (annexe lycée Marceau) : classée en 1916 et inscrit en 1929

Ateliers Lorin, 46 rue de la Tannerie à Chartres : inscrit en 1999

Boucherie Pinson, 4 rue du soleil d'or à Chartres : inscrite en 2006

Cathédrale notre drame à Chartres : classée en 1862

Cellier de Loens, 3 rue du cardinal Pie à Chartres : classé en 1862

Collégiale Saint André, place Saint André à Chartres : classée en 1840

Couvent des Cordeliers, 12 rue Saint Michel à Chartres : inscrit en 1979 et 2000

Eglise Saint Aignan, place Saint Aignan à Chartres : classée en 1840

Eglise Sainte Foy, rue Famin à Chartres : classée en 1937

Eglise Saint Jean Baptiste de Rechèvres à Chartres : inscrite en 2002

Eglise Saint Martin au val à Chartres : classée en 1886

Eglise Saint Pierre, place Saint Pierre à Chartres : classée en 1840

Hôtel Montescot, rue de la Mairie à Chartres : classé en 1939

Hôtel des postes, 1 boulevard Maurice Violette à Chartres : inscrit en 1994

Hôtel Dieu, 34 rue du docteur Gabriel Maunoury à Chartres : inscrit en 2009

Maison Henri IV, 5 rue Chantault à Chartres : inscrite en 1924

Maison, 29 rue Chantault à Chartres : classée en 1921

Maison canoniale, 24 rue du cloître notre dame à Chartres : inscrite en 200

Maison du médecin Huvé, 10 rue Noel Ballay à Chartres : classée en 1862

Maison du Perron, 13 rue des Changes à Chartres : classée en 1912, 2006 et 2009

Maison Picassiette, 22 rue du Repos à Chartres : classée en 1983

Maison de la Reine Berthe, 35 rue des Ecuyers à Chartres : classée en 1889

Maison du Saumon, 10 – 14 place de la poissonnerie à Chartres : classée en 1928

Maison de la Voute, 19 place du Cygne à Chartres : classée en 1966

Maisons canoniales, 2, 4, 6 rue du cloître notre dame, Chartres : inscrites en 2005 et classées en 2007

Moulin Saint Pères, 2 impasse des Herses à Chartres : classé en 1987

Palais épiscopal et ses jardins, 20 rue du cardinal Pie à Chartres : classé en 1906 et 1941

Pont Saint Hilaire, rue Saint Hilaire à Chartres : inscrit en 1925

Porte, 6 rue des Béguines à Chartres : inscrite en 1961

Porte Guillaume, rue de la porte Guillaume à Chartres : classée en 1911

Séminaire Saint Charles, 11 rue du Cardinal Pie à Chartres : inscrit en 1941

Théâtre municipal, boulevard Chasles à Chartres : inscrit en 1984

Abbaye notre dame de Josaphat à Lèves : classée en 1914 et inscrite en 1928

Eglise Saint Lazare à Lèves : inscrite en 2002

Château de Vauventriers à Champhol : inscrit en 1969

Eglise Saint Cyr et Sainte Julitte à Jouy : classée en 1913

Liste des bâtiments classés ou inscrits au titre des monuments historiques du sud au nord de la Roguennette :

Château d'Houville la Branche : inscrit en 1960

Château de Sours : inscrit en 1987

Eolienne, rue des colombers à Nogent le Phaye : inscrite en 1993

Pour les travaux d'entretien et de restauration légère en rivière impactant la vue sur un de ces monuments (restauration de berge, abattage ou plantation d'arbre), l'Architecte des Bâtiments de France sera consulté. De même pour tous travaux de restauration de murs maçonnés, ponts, lavoirs, dans le périmètre d'un de ces bâtiments, une procédure de demande d'autorisation sera sollicitée selon le code de l'urbanisme (déclaration préalable, permis d'aménager...).

7/ DOSSIER D'INCIDENCE

Les travaux envisagés dans le cadre des actions d'entretien et de restauration légère des trois PPRE ont pour but d'améliorer la qualité écologique des cours d'eau sur le territoire de Chartres métropole.

Les incidences sur les milieux seront bénéfiques à la biodiversité et à la qualité de l'eau. Des incidences négatives ponctuelles en phase travaux pourront avoir lieu.

Il est défini ci-après par typologie d'action les manières d'intervention et les incidences sur les milieux.

Enlèvement d'embâcles dans le lit mineur :

Intervention réalisée par les agents de Chartres métropole.

Depuis les passerelles, ponts ou vannage : soit à l'aide d'un grappin pour les petits embâcles soit à l'aide du camion grue. Les embâcles sont ensuite évacués à l'aide du camion vers la déchetterie ou la plateforme de déchets verts selon leur nature. Pas d'incidence sur le milieu.

Depuis les berges : à l'aide du camion grue ou du tractopelle, les agents peuvent descendre dans la rivière pour accrocher l'embâcle ou tronçonner lorsqu'il s'agit d'un arbre. Les embâcles sont ensuite évacués à l'aide du camion vers la déchetterie ou la plateforme de déchets verts selon leur nature. Pas d'incidence sur le milieu.

Ramassage de détritux divers dans le lit mineur et sur les berges :

Intervention réalisée par les agents de Chartres métropole.

Depuis les passerelles, ponts ou vannage : soit à l'aide d'un grappin ou d'une épuisette. Les détritits sont mis en sac poubelle ou chargés en véhicule, mis à la collecte des ordures ménagères ou amenés en déchetterie. Pas d'incidence sur le milieu.

Depuis les berges : ramassage manuel ou à l'aide du camion grue pour les plus gros. Les détritits sont mis en sac poubelle ou chargé en véhicule, mis à la collecte des ordures ménagères ou amenés en déchetterie. Pas d'incidence sur le milieu.

Depuis le lit de la rivière : les agents descendent dans le lit de la rivière en waders ou circulent en barque pour ramasser manuellement les détritits ou à l'aide d'épuisette. Les détritits sont mis en sac poubelle ou chargé en véhicule, mis à la collecte des ordures ménagères ou amenés en déchetterie. Pas d'incidence sur le milieu.

Entretien de la végétation rivulaire :

Interventions réalisées soit par les agents de Chartres métropole soit par entreprise.

Travail réalisé sur les berges de rivière ou depuis le lit de la rivière via une barque ou un bateau. Travail d'élagage et de recépage sur la ripisylve (arbre et arbuste). Intervention sur les berges avec camion ou 4/4, possibilité d'utilisation de nacelle. Les branches et bois peuvent être broyés sur site et réutilisés en paillage ou évacués vers la plateforme de déchets verts.

L'incidence peut-être du marquage de roue ou d'arrachement de partie herbacée en phase travaux, végétation qui repart après intervention. L'éclaircissement de la végétation est favorable à la préservation de la ripisylve. Ces travaux sont réalisés en dehors de la période de nidification des oiseaux.

Abattage de peupliers, conifères, arbres malades ou vieillissants :

Interventions réalisées soit par les agents de Chartres métropole soit par entreprise.

Travail réalisé sur les berges de rivière ou depuis le lit de la rivière via une barque ou un bateau. Travail d'abattage d'arbres vieillissants, malades ou non adaptés aux berges de rivière. Intervention sur les berges avec camion ou 4/4, possibilité d'utilisation de nacelle et engins spécialisés. Les branches et bois peuvent être broyés sur site et réutilisés en paillage ou évacués vers la plateforme de déchets verts, possibilité également de brulage sur site s'il n'y a pas d'arrêté d'interdiction. Les souches sont généralement laissées en place, elles ont un rôle de maintien de berge. Dans le cadre de programme de replantation elles peuvent être grignotées. Il n'y a pas d'enlèvement complet des souches qui déstabiliserait les berges.

L'incidence peut-être du marquage de roue ou d'arrachement de partie herbacée en phase travaux, végétation qui repart après intervention. L'éclaircissement de la végétation est favorable à la préservation de la ripisylve. Ces travaux sont réalisés en dehors de la période de nidification des oiseaux. Dans le cas de coupe sur un linéaire plus conséquent (type alignement de peupliers) un programme de replantation d'espèces diversifiées est envisagé.

Plantation d'arbres ou arbustes :

Interventions réalisées soit par les agents de Chartres métropole soit par entreprise.

Travail réalisé sur les berges de rivière, interventions avec camion, minipelle, outils manuels. Plantation suite à abattage ou sur des zones où la ripisylve est absente ou très parsemée. Le choix d'espèces locales et adaptées au milieu de bord de rivière est systématiquement retenu.

L'incidence peut-être du marquage de roue ou d'arrachement de partie herbacée en phase travaux, végétation qui repart après intervention. La plantation d'arbres ou arbustes participe favorablement à la protection de la biodiversité.

Dépose de maintien de berge non adapté (tôles, plaques béton, poteaux électriques...) :

Interventions réalisées soit par les agents de Chartres métropole soit par entreprise.

Travail réalisé depuis les berges de rivière, intervention avec camion, tractopelle ou minipelle. La dépose de maintien de berge non adapté (tôles, plaques béton, poteaux électriques) a pour but de retrouver des berges naturelles favorables à la biodiversité. L'enlèvement de ces éléments est suivi d'une restauration de la berge soit en pente douce soit via des fascines ou tressage. Les éléments enlevés sont évacués en déchetterie ou vers des filières de recyclage (concassage de béton...).

L'incidence est une dégradation de la berge en phase travaux mais avec une incidence positive sur le milieu après restauration. Ces travaux sont réalisés en dehors des périodes de crue hivernale.

Réfection de maintien de berge existant (pieux ou lisses bois, fascines...) :

Interventions réalisées soit par les agents de Chartres métropole soit par entreprise.

Travail réalisé depuis les berges de rivière, intervention avec camion, tractopelle, minipelle, outils manuels. La restauration de maintien de berge existant en pieux ou lisse bois, fascines, se réalise dans les secteurs où les berges sont assez verticales et où l'espace ne permet pas de travailler en pente douce (bord de route ou chemin, proximité de bâtiment, jardin ou parc ornementé...). Le choix est de travailler le plus possible en matériaux naturels et sans traitement (acacia, chêne, châtaigner, saule). Les éléments déposés sont évacués en déchetteries ou en plateforme de déchets verts.

L'incidence est une dégradation de la berge en phase travaux mais ce type de prestation permet de maintenir des berges en bon état, notamment en milieu urbain. Ces travaux sont réalisés en dehors des périodes de crue hivernale.

Restauration de berge par technique végétale :

Interventions réalisées soit par les agents de Chartres métropole soit par entreprise.

Travail réalisé depuis les berges de rivière, intervention avec camion, tractopelle, minipelle, outils manuels. Sur des berges érodées la restauration peut s'effectuer par technique végétale. Des pieux en bois naturel sont enfoncés dans le lit de la rivière et un travail soit de tressage soit de pose de fascine de saule est réalisé. Le comblement se fait en terre végétale ou mélange terre pierre.

L'incidence peut-être du marquage de roue ou d'arrachement de partie herbacée en phase travaux, végétation qui repart après intervention. L'intervention permet de restaurer la berge en restant naturel, sans apport d'enrochement ou de constitution de berge minérale.

Reprofilage de berge :

Interventions réalisées soit par les agents de Chartres métropole soit par entreprise.

Travail réalisé depuis les berges de rivière, intervention avec camion, tractopelle, minipelle, outils manuels. Sur des berges érodées la restauration peut s'effectuer par reprofilage notamment en milieux agricole ou de prairie. L'objectif est de retrouver une berge naturelle en pente douce. Un travail de plantation ou de semis est ensuite réalisé et naturellement la végétation reprend le dessus.

L'incidence est une dégradation de la berge en phase travaux mais avec une incidence positive sur le milieu après restauration. Ces travaux sont réalisés en dehors des périodes de crue hivernale.

Dépose de clôture abîmée ou non adaptée :

Interventions réalisées par entreprise.

Travail réalisé depuis les berges de rivière, intervention avec camion, tractopelle, minipelle, outils manuels. Le travail consiste à enlever des clôtures en mauvais état ou pouvant gêner l'écoulement de l'eau ou l'expansion de crue en bord de rivière. Les trous laissés par les poteaux sont rebouchés par de la terre ou matériaux existant sur site. Les clôtures démontées sont évacuées en déchetterie ou traitement spécialisé.

L'incidence peut-être du marquage de roue ou d'arrachement de partie herbacée en phase travaux, végétation qui repart après intervention. Les clôtures peuvent être remplacées s'il s'avère nécessaire, zone de pâturage notamment. L'incidence est positive quand on retire des clôtures créant un obstacle à l'écoulement de l'eau ou à l'expansion de crue.

Création d'abreuvoirs pour animaux :

Interventions réalisées par entreprise.

Afin de limiter l'accès des animaux au lit mineur de la rivière, il est créé des abreuvoirs dans les prairies pâturées situées en bord de cours d'eau.

Travail réalisé depuis les berges de rivière, intervention avec camion, tractopelle, minipelle, outils manuels. Les abreuvoirs sont réalisés en bois naturel (châtaignier ou acacia), le sol est traité en calcaire.

L'incidence peut-être du marquage de roue ou d'arrachement de partie herbacée en phase travaux, végétation qui repart après intervention.

La création d'abreuvoir a une incidence positive pour la qualité de l'eau de la rivière et limite le piétinement des animaux sur les berges de rivière.

Création de clôture :

Interventions réalisées par entreprise.

Afin de limiter l'accès des animaux au lit mineur de la rivière, il est créé des clôtures dans les prairies pâturées situées en bord de cours d'eau.

Travail réalisé depuis les berges de rivière, intervention avec camion, tractopelle, minipelle, outils manuels. Les clôtures sont réalisées avec des poteaux en bois naturel (châtaignier ou acacia), et avec quatre ou cinq fils de fer horizontaux. Ce type de clôture n'est pas bloquant à l'extension de crue.

L'incidence peut-être du marquage de roue ou d'arrachement de partie herbacée en phase travaux, végétation qui repart après intervention.

La création de clôture dans les prairies pâturées a une incidence positive pour la qualité de l'eau de la rivière et limite le piétinement des animaux sur les berges de rivière.

Traitement de végétation envahissante (renouée, élodée...) :

Interventions réalisées soit par les agents de Chartres métropole soit par entreprise.

Travail réalisé depuis les berges de rivière, intervention avec camion, tractopelle, minipelle, outils manuels. L'objectif est de limiter la prolifération de la végétation envahissante. L'action se fait par arrachage des plantes et évacuation, brûlage ou bâchage.

Intervention également en période estivale par faucardage de la rivière, notamment le secteur touristique de Chartres. Action réalisée par bateau faucardeur puis récupération des herbes coupées à l'aide d'un barrage flottant, enlèvement par tractopelle puis transport par bennes à la plateforme de déchets verts.

L'incidence peut-être du marquage de roue ou d'arrachement de partie herbacée en phase travaux, végétation qui repart après intervention.

Le traitement de la végétation envahissante a une incidence positive pour le milieu naturel.

Plantation de plantes hélophytes :

Interventions réalisées soit par les agents de Chartres métropole soit par entreprise.

Travail réalisé depuis les berges de rivière, intervention avec camion, minipelle, outils manuels. L'objectif est de planter des plantes adaptées au bord de rivière pour une diversification de la végétation. Les plantes hélophytes limitent l'érosion des berges et sont favorables aux espèces animales vivant en bord de cours d'eau.

L'incidence peut-être du marquage de roue ou d'arrachement de partie herbacée en phase travaux, végétation qui repart après intervention.

La plantation de plantes hélophytes a une incidence positive pour le maintien des berges et pour la vie animale.

Création de banquettes :

Interventions réalisées soit par les agents de Chartres métropole soit par entreprise.

Travail réalisé depuis les berges de rivière, intervention avec camion, tractopelle, minipelle, outils manuels. Les travaux sont toujours réalisés en dehors des périodes de crue hivernale et de fraye du poisson soit en avril ou du 15 juillet au 15 novembre.

L'action consiste à faire un apport de terre ou de mélange terre pierre afin de reconstituer une berge avancée dans le cours d'eau. Cela permet de diversifier l'écoulement de la rivière et de redynamiser le cours d'eau. Un travail de plantation peut être réalisé sur la banquette (plantes hélophytes, arbustes).

L'incidence peut-être du marquage de roue ou d'arrachement de partie herbacée en phase travaux, végétation qui repart après intervention.

La création de banquettes a une incidence positive à la diversification des écoulements de la rivière, pour le confortement des berges et pour la vie animale.

Recharge sédimentaire (cailloux, pierres) :

Interventions réalisées soit par les agents de Chartres métropole soit par entreprise.

Travail réalisé depuis les berges de rivière, intervention avec camion, tractopelle, minipelle, outils manuels. Les travaux sont toujours réalisés en dehors des périodes de crue hivernale et de fraye du poisson soit en avril ou du 15 juillet au 15 novembre.

L'action consiste à faire un apport de pierre afin de reconstituer une berge avancée dans le cours d'eau. Cela permet de diversifier l'écoulement de la rivière et de redynamiser le cours d'eau.

L'incidence peut-être du marquage de roue ou d'arrachement de partie herbacée en phase travaux, végétation qui repart après intervention.

La recharge sédimentaire a une incidence positive à la diversification des écoulements de la rivière et pour le confortement des berges.

Restauration d'ouvrages maçonnés (ponts, lavoirs, murs de berge en zone urbaine et historique) :

Interventions réalisées par entreprise.

Travaux de restauration de maçonnerie sur ouvrages en bord de rivière (ponts, murs de berge, lavoirs). Possibilité d'installation de batardeau en phase travaux, isolement de la zone de travail par rapport à la rivière. Les travaux sont toujours réalisés en dehors des périodes de crue hivernale et de fraye du poisson soit en avril ou du 15 juillet au 15 novembre.

Incidence négative en phase travaux toutefois les travaux ont pour but de maintenir en bon état les maçonneries pour éviter tout effondrement dans la rivière.

Globalement les travaux d'entretien et de restauration légère des programmes pluriannuels ont une incidence positive à la qualité des milieux aquatiques et des milieux associés. Des petites incidences négatives peuvent toutefois avoir lieux en phase travaux. Les travaux sont suivis par des techniciens rivière et ils sont réalisés soit par le personnel de l'équipe rivière de Chartres métropole soit par des entreprises spécialisées dans ce domaine. De même les travaux sont réalisés en période favorable pour limiter au maximum les impacts sur les milieux aquatiques.